

Assemblée Générale du Réseau IDée

6 juin 2019

au Centre culturel de Namur
infos : www.reseau-idee.be/ag

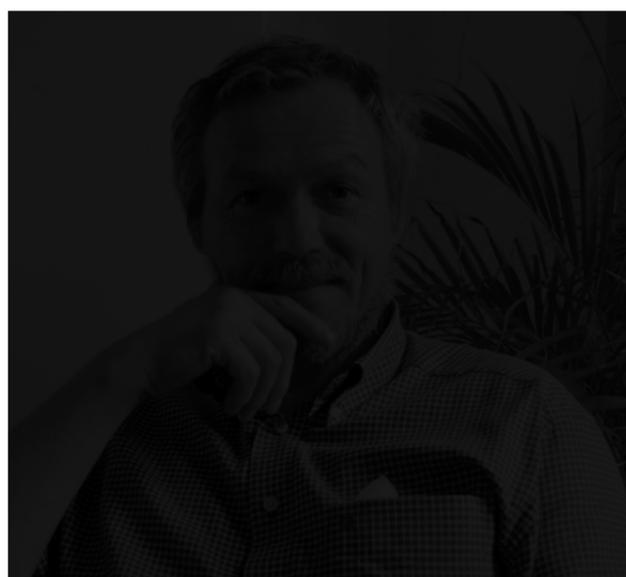


Apprendre à vivre en ville dans les limites de la planète

Conférence Benelux 2018

- * Eric Corijn - « Est-ce que la ville peut sauver le monde ? »
- * Benoit Galand - « Quelle(s) éducation(s) pour une ville en transition »
- * Lucie Sauvé - « Dans ce monde en mutation, en transition, quels défis futurs pour l'ErE ? »

Les capsules vidéos sont disponibles sur :
<https://www.reseau-idee.be/benelux-2018/fr/traces>



Jean-Michel était une figure emblématique de l'éducation au développement durable en Belgique et ailleurs. Cela faisait 45 ans qu'il se battait pour l'avenir de la planète et de ses habitants, comme il se plaisait de le rappeler en entame de ses nombreuses interventions. Comme pour nous dire : « bon, là, faudrait accélérer le changement ! ». Le changement, il l'avait patiemment construit entre les murs de l'Institut Robert Schuman (DD) à Eupen, où il a été enseignant avant d'en faire « une école en développement durable et durablement en développement ». Un modèle du genre, qui a inspiré de nombreux autres établissements. Car Jean-Michel était inspirant. Il avait transformé son école, il voulait transformer toutes les écoles. Jardinier expert, il semait partout les graines d'une éducation reliant la citoyenneté, l'environnement, la santé et la solidarité internationale. Ici au Réseau IDée - dont il a été longtemps président - ou là au sein du Collectif des écoles en développement durable (CEDD) - dont il était un pilier.

De tous les combats, il aura rendu les armes dans le train le menant à la marche climat, dimanche 31 mars.
Quel symbole !

Nous retiendrons de lui son profond engagement en faveur de l'éducation au développement durable et de la solidarité. Son charisme, son attachante bonhomie. Ses discours inspirés, éveillant les consciences, forgés par une vision globale. Son crédo dénonçant les injustices, les désastres environnementaux et porté par l'espoir d'une éducation capable de transformer les humains. Ses idées engagées, exprimées sans relâche, quitte à bouleverser son auditoire.

Autant de réflexions et de qualités humaines que nous avons eu l'honneur et la chance de partager depuis une trentaine d'années, et que nous allons continuer à cultiver, comme le jardinier.

INFOR'IDée

le bulletin de liaison des membres effectifs du Réseau IDée - n°1/2019

Redonner le goût de l'action publique



Professeur de droit international à l'UCL et actif sur la scène mondiale en matière de droit à l'alimentation durable, Olivier De Schutter sillonne salles de conférences et estrades universitaires pour rendre compte de l'état du monde. Ce lanceur d'alerte mise aujourd'hui sur la démocratie participative et les changements à l'échelle sociétale.

Face aux discours alarmants et alarmistes sur l'état actuel du monde, comment aborder l'avenir avec les publics que vous rencontrez ?

Lorsqu'on travaille sur les questions liées à la sécurité alimentaire, aux changements climatiques, à l'épuisement des ressources, les messages catastrophistes viennent très spontanément à l'esprit, parce que les courbes sont toutes extrêmement inquiétantes et les indicateurs sont tous au rouge. Pendant des années, j'ai pensé que le discours appelant les gens à se réveiller parce que nous allons vers la catastrophe pouvait être efficace pour mobiliser. Mais peu à peu, j'ai réalisé que cette façon de parler de l'avenir était contre-productive. Les gens, de manière généralement inconsciente, ont des barrières de protection qui font que le message ne leur parvient pas vraiment.

Du coup, vous avez misé sur les initiatives locales, plus ancrées dans l'action et plus optimistes...

Oui. Progressivement, je suis arrivé à la conviction qu'il fallait donner des raisons d'espérer au public. Donner aux gens l'opportunité de comprendre qu'ils peuvent devenir acteurs de changement à leur échelle, qu'au sein de la famille, de l'école, de l'entreprise, dans leur environnement immédiat, ils peuvent agir et changer les choses en pratiquant une forme de micro-politique. J'ai pas mal exploré le potentiel des Initiatives de Transition en matière d'énergie, d'alimentation, de mobilité... Mais j'arrive maintenant aux limites de cette approche, car je constate que les personnes qui s'investissent dans ces initiatives et actions locales ont tendance à se désintéresser de la politique, de l'environnement sociétal plus large. Et en même temps qu'on

construit ces coopératives d'énergie citoyenne et qu'on développe ces potagers collectifs dans les villes, on a des politiques macro-économiques qui sont totalement irrationnelles au regard de l'épuisement des ressources, des inégalités qui croissent, des grandes entreprises qui détruisent la planète en toute impunité. Tous les leaders qui s'accommodent de ces situations ou en sont complices ne voient pas leur position remise en cause alors que les leviers principaux restent entre leurs mains...

Quelle approche privilégiez-vous aujourd'hui ?

La question du contrôle des grandes entreprises, des grands intérêts économiques, avec un lobbying extrêmement efficace exercé sur les politiques doit à mon sens devenir une priorité dans la lutte contre la dégradation environnementale. Les entreprises promettent aux politiques des solutions technologiques qui vont prétendument être la clé pour sortir de la situation présente. C'est une captation du pouvoir politique par les acteurs économiquement dominant. Or, ne pas démocratiser la prise de décision explique qu'on n'avance pas assez vite en matière de transition écologique notamment. Il faut donc désormais se poser la question du pouvoir politique et du lien à établir entre l'action citoyenne à l'échelle locale, d'une part, et les questions plus macro à l'échelle sociétale, d'autre part. Il faut démultiplier les instances de démocratie participative. Elles peuvent prendre différentes formes, les panels de citoyens tirés au sort aux consultations populaires, en passant par des ateliers de participation citoyenne. Il existe une série de dispositifs pour que les gens fassent de la politique sans devenir des politiciens, pour qu'ils soient investis dans la vie politique au-delà de leur rôle comme électeurs. Pour qu'ils puissent obliger les politiques à rendre des

INFOR'IDée est le bulletin de liaison trimestriel des membres effectifs du Réseau IDée

Édition et diffusion
Réseau IDée
266, rue Royale à 1210 Bruxelles
T. 02 286 95 70 / F. 02 286 95 79
info@reseau-idee.be
www.reseau-idee.be

Ont collaboré à ce numéro
Marie BOGAERTS • Christophe DUBOIS • Céline TERET • Joëlle van den Berg •

Mise en page
César CARROCERA GIGANTO

AG
du Réseau IDée
6 juin 2019
Namur

suite en page 2 ➡

comptes. Pour qu'ils fassent des propositions permettant d'élargir l'imagination politique. Je pense que c'est démocratiser la société qu'il faut faire, redonner aux gens le goût de l'action publique, au-delà de la construction de projets locaux qui intéressent le quartier immédiat.

C'est aussi inviter à œuvrer pour le bien collectif ?

En effet. Chacun doit reconnaître que la recherche de son autonomie et de sa capacité à construire ses propres solutions, pour sa famille et son entourage immédiat, doit aller de pair avec la reconnaissance que nous sommes tous dans le même bateau et qu'il faut déverrouiller des obstacles à l'échelle de la société

entière. D'autant que les changements à l'échelle sociétale appellent très souvent des changements dans différents secteurs à la fois. On ne va pas réussir à changer les modes de production agricole sans que les modes de consommation évoluent. On ne va pas réussir à aller vers la non violence dans le discours public sans que l'idée de bienveillance ne percole dans les écoles dès la maternelle. La reconnaissance de l'interdépendance, c'est une manière de montrer que la société est complexe et qu'on ne peut pas changer un petit aspect de cette société sans s'intéresser à tout ce qui nous entoure.

Propos recueillis par Céline TERET

En route vers les élections

A l'occasion des élections du 26 mai 2019, un Mémoire est en cours de rédaction au Réseau IDée, en vue d'être diffusé auprès des partis politiques et des futurs gouvernements. Un Mémoire ? Pourquoi ? Comment ? Qui fait quoi ?

Les prochaines élections vont renouveler les représentants des Régions, des Communautés, du Fédéral et de l'Europe. Pour les acteurs de l'ErE, le niveau régional est crucial, car ce sont les Ministres régionaux liés à l'environnement, l'énergie, la mobilité, la nature ... qui vont déterminer les politiques environnementales et une bonne part du soutien aux associations.

Quant à l'inclusion de l'ErE dans les systèmes éducatifs, dans l'enseignement, la jeunesse, la culture... elle peut être, plus ou moins, portée par les Ministres de la Fédération Wallonie Bruxelles (ex. Communauté française). Le niveau fédéral est, quant à lui, moins directement concerné, les questions éducatives ne sont pas de son ressort, mais son rôle en matière de climat et de développement durable sur la scène internationale, notamment, peut être un levier d'action. Enfin, le niveau européen aussi peut impulser des directions en matière d'éducation et des directives en matière d'environnement. Si nous n'avons pas intégré ce niveau de pouvoir dans notre nouveau mémoire, nous étions néanmoins à l'initiative d'un Manifeste européen lancé en 2015 et toujours d'actualité (www.reseau-idee.be/europe/)

Un Mémoire, à quoi cela va-t-il servir ?

C'est vrai, chaque secteur y va de son Mémoire... Il s'agit, pour un secteur comme le nôtre, de dresser, ensemble, un constat et des orientations pour le futur, qui soient clarifiées entre nous et adoptées par une majorité de membres. A notre niveau, c'est également un temps de recul et de réflexion prospective. Dans notre métier de fédération, il nous permet de représenter le secteur et ses propositions au politique en toute légitimité. De manière très globale, à chaque législature, certaines demandes de notre Mémoire sont prises en compte. Citons, par exemple, le fait d'identifier un interlocuteur ErE dans les cabinets et administrations, de légitimer l'ErE à l'école, de reconnaître les associations d'ErE comme un secteur à part entière... D'autres mesures doivent être rappelées à chaque fois, telles la gestion environnementale (au sens large) dans tous les lieux éducatifs, l'intégration de l'ErE dans les référentiels des cours et dans la formation initiale des enseignants, etc.

Comment est-il rédigé et diffusé ?

Le Mémoire se construit sur différentes bases. Il s'inspire de l'actualité et des réflexions menées les dernières années, comme lors de la Stratégie wallonne (2016), les Assises de l'ErE... ainsi que de l'évaluation du précédent Mémoire. Rédigé par la Secrétaire générale, il a été débattu une première

fois au sein du CA (28/11/18), pour être ensuite soumis à consultation des membres (janvier-mi-février). Une deuxième réunion du CA (13/2/19) a permis de prendre en compte les commentaires des membres et de faire des choix. C'est au sein de l'équipe qu'il sera finalisé et mis en page. Fin mars-début avril, il sera envoyé aux partis et aux Ministres et administrations en place. Trop tard pour être intégré aux programmes des partis, mais l'objectif n'est pas là. L'objectif est avant tout d'inspirer des mesures concrètes pour les déclarations gouvernementales. Dès la constitution des Gouvernements, nous prendrons rendez-vous avec chaque cabinet, en vue de présenter nos propositions et d'établir des bases de dialogue durant la prochaine législature.

Quels enjeux identifions-nous ?

Dans ce Mémoire, nous demandons que l'ErE ne soit pas confinée à un seul Ministre de l'Environnement, mais bien qu'elle soit présente de manière transversale dans les politiques régionales et communautaires (éducatives et socio-culturelles). Nous appelons à une concertation approfondie avec les associations d'ErE pour définir les orientations politiques qui les concernent. Que ses acteurs puissent accompagner une sensibilisation et une consultation renforcée de la population, avec une attention particulière pour les personnes qui n'en ont pas les moyens. Nous revenons encore avec la nécessité d'une démarche d'exemplarité en matière environnementale (et sociale) des lieux publics et éducatifs. Enfin, la stabilisation des moyens structurels et la création d'emplois dans notre secteur sont notamment sollicités. Nous réitérons le besoin de consolider et soutenir des alliances avec d'autres secteurs (éducation à ...), une dimension transversale qui pourrait être portée par des compétences liées au développement durable et à la transition. Enfin, nous pointons le climat et la biodiversité comme deux domaines prioritaires à investir à travers toutes les mesures du Mémoire.

Merci à chacun-e d'entre vous d'avoir réagi à la consultation sur le Mémoire, de soutenir sa diffusion prochaine et, lorsque vous en avez la possibilité, de faciliter le relais vers vos contacts politiques !

Nous vous tiendrons informés.

www.reseau-idee.be/memorandum2019/ (en création)

Contact : Joëlle van den Berg

Climat : ces enseignant·es qui soutiennent les jeunes

Teachers For Climate a vu le jour pour marquer son soutien aux manifestations des jeunes pour le climat. Réunissant des enseignant·es néerlandophones et francophones, ce collectif s'organise pour agir à l'intérieur des écoles. Les associations d'éducation à l'environnement sont invitées à y prendre part. Rencontre avec Romy Aerts, l'une des enseignant·es à l'initiative de Teachers For Climate.

Comment est né le collectif Teachers For Climate ?

De façon spontanée et émotionnelle, lors de l'émergence du mouvement des jeunes pour le climat. Avec quelques collègues, on a écrit une carte blanche¹ autour de laquelle on voulait rassembler une trentaine de signataires. On en a eu 130 en 24 h ! L'idée était de dire que nous, enseignant·es, nous soutenons ces jeunes, tout en rappelant que ce mouvement est le leur. Ces jeunes prennent le risque d'être sanctionnés en allant manifester pendant les heures de cours. On a appelé les directions à opter pour des sanctions raisonnables, pas pour des exclusions. Ensuite, est venu l'appel pour une grève mondiale pour le climat, le 15 mars. Là, les jeunes ont exprimé leur demande de joindre la mobilisation. Le matin du 15 mars, on a développé des actions de sensibilisation dans nos écoles et des manifestations locales, ce qui a permis de faire participer les plus jeunes élèves. L'après-midi, on a rejoint les 35 000 personnes qui manifestaient à Bruxelles.

Depuis lors, vous avez formulé des revendications. Quelles sont-elles ?

Nous sommes profs, notre travail principal se passe dans les écoles. Notre mission est d'instruire les jeunes à la compréhension du monde et aux possibilités de changement de ce monde. Les écoles, qui rassemblent profs, directions, parents, élèves, doivent devenir des acteurs pour le climat. A travers nos revendications, on souhaite travailler sur 3 axes. L'axe personnel, en sensibilisant à un mode de vie et une consommation (nourriture, entretien, vêtements...) plus écologiques et équitables, au tri et à la prévention des déchets, en éduquant aux enjeux climatiques... L'axe collectif, aussi, en mettant en place des actions pour venir à l'école à vélo, pour favoriser l'accès aux transports en commun, pour améliorer les bâtiments des écoles au niveau énergétique... L'axe international, enfin, exigeant une politique ambitieuse de notre gouvernement en responsabilisant les grands pollueurs et témoignant une solidarité envers les pays en développement, pour que ces pays puissent avoir accès à un bien-être comme le nôtre tout en respectant l'environnement.

Comment allez-vous continuer à soutenir les jeunes dans le temps ?

Dans l'immédiat, on est en discussion avec Youth for Climate et Students for Climate pour savoir comment poursuivre leur mouvement pendant la période des examens. Il faudra ensuite discuter des suites, en septembre. Une nouvelle grève peut-être en septembre ?

Il y a des idées, mais ce qu'on fera exactement dépend des jeunes. Nous restons là en soutien.

Et du côté des enseignant·es, quelles actions sont prévues à l'avenir ?

Plusieurs idées sont en cours. On a le projet de développer un curriculum cohérent pour les écoles. Un groupe de travail d'enseignant·es va plancher là-dessus, aussi bien pour l'enseignement néerlandophone que francophone, dans l'idée de proposer ce curriculum aux instances pédagogiques. Un autre projet est de soutenir la nouvelle enquête de l'Aped « Ecole, savoirs et climat »², en invitant un maximum d'enseignant·es à y participer avec leurs élèves. Sur base des résultats de cette enquête, une étude sera publiée. Celle-ci servira de support de travail pour les enseignant·es.

Attendez-vous un soutien de la part des associations d'éducation à l'environnement ?

C'est important qu'on développe une collaboration étroite avec toutes ces associations. On dit toujours que les jeunes ne sont pas assez informés et sensibilisés, mais il en va de même pour les enseignant·es. Les profs ont besoin d'informations sur le plan scientifique (géographie, physique, chimie...), économique (comment concilier l'accès au bien-être pour toutes et tous et l'environnement), éthique et citoyen (en matière de participation, notamment). Les profs doivent être aidés par le plus d'associations possibles. Nous lançons d'ailleurs l'appel aux enseignant·es mais aussi aux associations spécialisées dans l'éducation au climat de prendre part à nos actions, notamment au groupe de travail sur le curriculum dans les écoles.

Propos recueillis par Céline Teret

Contacts via www.facebook.com/TeachersForClimate ou sur <https://teachersforclimatebelgium.weebly.com>

¹ Carte blanche publiée dans De Morgen et Le Vif, accessible sur www.petitions24.net/nous_professeurs_encourageons_les_ecoliers_a_sauver_le_climat

² En 2008 et 2015, l'Appel pour une école démocratique (Aped) avait organisé des enquêtes auprès de milliers d'élèves de 5^e et 6^e secondaire, pour évaluer leurs « connaissances citoyennes », en particulier sur le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources énergétiques. L'Aped réitère l'expérience entre le 23 avril et le 10 mai 2019. Infos et inscriptions via www.skolo.org

Lire l'intégralité de cet article sur Mondequibouge.be

